**« Je devais quitter le pays dans les dix jours, sinon
on m'aurait mis dans un camp de concentration »
Réfugiés juifs d'Allemagne nazie en Belgique
1938-1944**

Insa Meinen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/488>

DOI : 10.4000/cmc.488

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2011

Pagination : 175-212

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Insa Meinen, « « Je devais quitter le pays dans les dix jours, sinon on m'aurait mis dans un camp de concentration » Réfugiés juifs d'Allemagne nazie en Belgique 1938-1944 », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 10 | 2011, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 14 novembre 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/cmc/488> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.488>

**« Je devais quitter le pays dans les dix jours,
sinon on m’aurait mis dans un camp de concentration »
Réfugiés juifs d’Allemagne nazie en Belgique 1938-1944**

Insa Meinen

Dans l’histoire de la fuite des Juifs hors d’Allemagne et de l’Autriche annexée et de leur expulsion, la Belgique occupe, en tant que pays d’accueil, une place éminente. Ils sont des milliers à y avoir trouvé un asile provisoire, avant de pouvoir émigrer Outre-Mer. En 1939-1940, à la veille de l’invasion allemande, 25.000 réfugiés juifs au moins se trouvaient encore en Belgique, tandis que 15.000 Juifs ayant fui le *Reich* allemand auraient à l’époque résidé aux Pays-Bas et 23.000 en France¹. Ces chiffres sont d’autant plus remarquables lorsque l’on considère qu’il s’agit en l’occurrence, en comparaison avec les Pays-Bas et la France, du pays de loin le plus exigu et le plus densément peuplé. Pourtant, le nombre de 25.000 repose sur différentes estimations tant contemporaines qu’ultérieures².

À propos du sort qui a fini par conduire en Belgique les Juifs du *Reich* allemand, de leurs stratégies de sauvetage et de survie dans un contexte de pogroms et d’antisémitisme, nous n’en savons pas long à ce jour. Par contre, la politique belge de cette époque en matière de réfugiés et d’asile se trouve étudiée de manière satisfaisante, en particulier

¹ H. A. Strauss, « Jewish Emigration from Germany. Nazi Policies and Jewish Responses (Part I) », dans *Leo Baeck Year Book*, n° 25, 1980, pp. 313-361, ici p. 354. Les chiffres que l’auteur avance pour les Pays-Bas sont incomplets. Nos indications se réfèrent au recensement néerlandais officiel de 1941 et se fondent sur D. Michman, « Die jüdische Emigration und die niederländische Reaktion zwischen 1933 und 1940 », dans K. Dittrich – H. Würzner (éds.), *Die Niederlande und das deutsche Exil 1933-1940*, Königstein-Taunus, 1982, pp. 73-87, ici p. 74, p. 86 note 6, ainsi que sur G. Hirschfeld, « Niederlande », dans W. Benz (éd.), *Dimension des Völkermords : die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Munich, 1991, pp. 137-165, ici p. 137.

² Voir outre Strauss (note 1) : Notes de la Sûreté publique de Bruxelles des 12.8 et 20.11.1939, Archives générales du Royaume, Bruxelles (ci-dessous AGR), Ministère de la Justice, Police des Étrangers, Dossiers généraux, 2^e série, dos. 785. Cf. J.-Ph. Schreiber, « L’accueil des réfugiés juifs du Reich en Belgique. Mars 1933 – septembre 1939 : le Comité d’Aide et d’Assistance aux Victimes de l’Antisémitisme en Allemagne », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 3, 2001, pp. 23 *sqq.*, 71. D’autres estimations des années quarante se situent plus haut encore et supposent 28.000 réfugiés : F. Caestecker, *Ongewenste gasten. Joodse vluchtelingen en migranten in de dertiger jaren*, Bruxelles, 1993, p. 264.

par les travaux de l'historien belge Frank Caestecker. Ce n'est dès lors que marginalement que nous la prendrons en considération.

Ce qui nous intéresse au premier chef, c'est d'élaborer une histoire de la fuite et de la persécution de ces familles, adultes et enfants juifs qui, en 1938 et 1939, plus tard encore pour des isolés, parvinrent en dépit des plus extrêmes difficultés à se sauver d'Autriche et d'Allemagne en gagnant la Belgique, mais qui y furent rattrapés en mai 1940 par les occupants allemands et déportés vers Auschwitz dans les années 1942-1944. En outre, nous entendons déterminer quel ordre de grandeur ont atteint ces fuites qui se soldèrent ultimement par un échec. En d'autres termes : combien des Juifs déportés de Belgique qui furent victimes de la Shoah avaient tenté de se mettre à l'abri des persécutions national-socialistes en fuyant l'Allemagne ? Nous voudrions enfin vérifier quelle ampleur a dans l'ensemble atteinte la fuite des Juifs du *Reich* en Belgique à partir de 1938. Ce sont de premiers résultats provisoires d'une recherche non encore clôturée consacrée à ces questions que l'on présentera à titre d'exemples dans les pages qui suivent³.

Sources

Notre recherche s'appuie en premier lieu sur les dossiers individuels d'avant-guerre de la Police belge des Étrangers conservés aux Archives générales du Royaume, qui ne sont accessibles que depuis quelques années⁴. Entre 1938 et mai 1940 (date de l'occupation allemande), la Police belge des Étrangers a établi quelque 100.000 dossiers – quelquefois copieux – pour des étrangers ayant introduit une demande d'autorisation d'entrée sur le territoire ou ayant, légalement ou non, pénétré sur le territoire. Le fichier contemporain ne fournit aucune information sur le point de savoir lesquels de ces étrangers étaient des réfugiés juifs d'Allemagne nazie, mais les dossiers de 20.000 Juifs

³ On trouvera une brève présentation du projet d'ensemble dans I. Meinen – A. Meyer, « Migration contrainte et Shoah. Réfugiés juifs en Europe occidentale 1938-1944 », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 9, 2009-2010, pp. 169-174. La présente contribution a été traduite de l'allemand par Jacques Déom.

⁴ AGR, Ministère de la Justice, Police des Étrangers, dossiers individuels. Pour l'aide qu'ils nous ont apportée dans notre travail en archives, nous tenons à remercier en particulier Karel Velle, Pierre-Alain Tallier, Marc Libert et Filip Strubbe. Wilma Meinen, Laurence Petrone et Yasmina Zian ont apporté leur aide précieuse lors de l'examen des sources. Jörg Paulsen a contribué à l'organisation et à l'examen statistique des données relatives aux personnes.

étrangers plus tard déportés de Belgique à Auschwitz ont été repérés en comparant le fichier en question aux listes de déportation du camp de Malines⁵. Nous avons limité ce fonds aux dossiers établis durant la période qui va de 1938 à mai 1940, puis en avons exclu les personnes qui ne peuvent appartenir au groupe des réfugiés allemands en Belgique⁶. Sur les 5.400 dossiers individuels subsistants, 3.100 ont été passés en revue jusqu'ici. Notre choix a considéré, sur base d'un échantillonnage aléatoire, l'ensemble du fonds constitué dans la période qui s'étend de 1938 à mai 1940. De plus, nous avons tenu compte dans deux cas d'éléments de contenu et examiné quasi intégralement les dossiers établis respectivement après l'annexion de l'Autriche (printemps et été 1938) et le pogrom de novembre (de novembre 1938 au printemps 1939). Nous avons de la sorte pu identifier 2.700 réfugiés ayant fui l'Autriche et l'Allemagne à destination de la Belgique à partir de 1938 et qui ont été déportés de Malines à partir de 1942⁷. L'examen de leur dossier constitue la base du présent essai.

D'autres sources ont été consultées pour comparaison. C'est ainsi que nous avons vérifié en particulier le fichier de la population juive établi sur ordre des autorités allemandes d'occupation par la communauté obligatoire des Juifs de Belgique (ci-dessous "fichier AJB") et rassemblé toutes les informations sur l'immigration d'Allemagne et d'Autriche en Belgique depuis 1938 consignées sur toutes les fiches conservées pour environ 30.000 femmes, hommes et enfants⁸. Ont encore été examinées la banque de données des victimes juives de la persécution national-socialiste en Allemagne établie par les Archives fédé-

⁵ Tous nos remerciements à Patricia Ramet (Musée juif de la Déportation et de la Résistance, Malines), qui a trouvé les dossiers existants.

⁶ On peut repérer de cette manière la majorité des dossiers des réfugiés enregistrés à partir de 1938. Des dossiers supplémentaires sont dispersés dans l'ensemble du fonds et furent établis dès avant 1938, parce que le réfugié en question avait par exemple demandé en 1935 un visa de séjour temporaire. À quoi s'ajoute que les dossiers de femmes célibataires étaient en cas de mariage intégrés au dossier de leur mari et que bien des réfugiées épousèrent en Belgique des immigrants qui les y avaient précédées. Ce qui signifie que le total des réfugiés enregistrés depuis 1938 devrait se situer un peu plus haut que ne l'indique le fonds de dossiers établi depuis 1938.

⁷ Sur l'ensemble des 3.100 dossiers examinés, 400 seulement se sont révélés non pertinents. En outre, nous avons, pour comparaison, passé en revue par ordre chronologique 5.000 dossiers individuels de l'année 1938 et trouvé de la sorte 300 réfugiés juifs d'Allemagne et d'Autriche ayant échappé à la déportation.

⁸ Musée Juif de la Déportation et de la Résistance, Malines (MJDR), Fichier Beeckmans-AJB (l'original de ce fichier scanné à Malines se trouve au Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines (CEGES) à Bruxelles).

rales allemandes (“*Gedenkbuch*”), ainsi que la base de données des victimes autrichiennes de l’Holocauste (*Dokumentationsarchiv Österreichischer Widerstand*)⁹.

Combien de réfugiés en provenance d’Allemagne se trouvaient-ils dans les convois de la mort Malines-Auschwitz ?

Des milliers de Juifs expulsés du *Reich* qui trouvèrent refuge dans la Belgique voisine à partir de 1938 y furent quelques années plus tard à nouveau repérés par les Allemands et furent victimes de la “solution finale”. Un décompte contemporain établi par les autorités allemandes d’occupation pour un total de 70 % des Juifs déportés de Belgique à Auschwitz indique que le seul pourcentage des réfugiés détenteurs de la nationalité allemande se montait à plus de 20 %¹⁰. Toutes sources comprises, nous avons à ce jour identifié nominativement un total d’environ 4.900 Juifs ayant fui l’Allemagne pour la Belgique à partir de 1938 et ayant été déportés du camp de rassemblement de Malines vers Auschwitz à partir de 1942 par les autorités allemandes d’occupation. Ce résultat provisoire se fonde sur l’état présent de notre examen des dossiers individuels de la Police belge des Étrangers, des registres et fichiers de la population juive conservés de l’époque de l’occupation, ainsi que de diverses autres sources. Le nombre global des réfugiés déportés de Belgique, pour autant qu’on puisse déjà l’établir, devrait se situer peu en-dessous de 6.000¹¹.

Les fiches des familles du fichier AJB sont à maints égards particulièrement instructives. Il faut certes bien voir que les chiffres absolus qui en découlent sont incomplets. Il n’est que de constater que ce fichier partiellement conservé ne comporte que la moitié environ des

⁹ <http://www.bundesarchiv.de/gedenkbuch> ; <http://www.doew.at>

¹⁰ Commandant militaire pour la Belgique et le Nord de la France, Chef de l’administration militaire, Rapport final, 16^e partie (Treuhandvermögen), s. d. [1944], Bundesarchiv Militärarchiv, Fribourg, RW 36/227, pp. 119 *sqq.*

¹¹ Parmi les victimes de cinq convois de la mort partis de Belgique pour Auschwitz entre 1942 et 1944, que nous avons choisis et sur lesquels nous travaillons depuis un certain temps (voir I. Meinen, *De Shoah in België*, Anvers, 2011, pp. 155-236), nous avons entre-temps trouvé en moyenne 25 % de réfugiés d’Allemagne. Ce qui nous autorise à supposer que, dans l’ensemble, le pourcentage des réfugiés ne se monte pas à moins de 25 %. Au total 24.906 Juifs ont été déportés de Belgique.

Juifs enregistrés en Belgique sous l'occupation allemande¹². En outre, le fichier ne fut établi qu'en 1942 et les données touchant l'immigration qui s'y trouvent consignées reposent sur les informations que les Juifs enregistrés fournirent alors rétrospectivement à propos d'une fuite qui avait eu lieu des années auparavant. Pourtant, le fichier AJB n'atteste pas seulement du sort de plusieurs milliers de fugitifs. Il permet de surcroît de premières évaluations de la proportion des victimes au sein du groupe des réfugiés en provenance du *Reich* allemand.

Au total, nous y avons trouvé 4.800 personnes environ qui, selon leurs propres déclarations, avaient à partir de 1938 fui l'Allemagne ou l'Autriche à destination de la Belgique¹³. Près de 2.600 d'entre elles furent déportées vers Auschwitz. La proportion des victimes s'élève à près de 54 %. Autrement dit, plus de la moitié des réfugiés venant de l'Allemagne nazie enregistrés à ce fichier a été déportée par les autorités allemandes d'occupation. Il est frappant que ce pourcentage soit considérablement plus élevé que la proportion des Juifs au total déportés de Belgique, qui se monte à 44 % de la population juive enregistrée. Certes, il faut considérer, restrictivement, que les fiches du fichier AJB sont conservées en général pour un nombre disproportionné de victimes (approximativement 50 % des Juifs qui y sont recensés furent déportés) et que la question reste ouverte de savoir si la partie conservée du fichier est représentative de l'ensemble de la population juive¹⁴. Ces résultats sont donc eux aussi provisoires et appellent d'autres comparaisons.

¹² D'après l'examen auquel nous avons procédé, la partie conservée du fichier recense 30.569 personnes. Cela correspond à 54 % des 56.186 personnes consignées au fichier juif de la Gestapo de Bruxelles. Que le nombre total des Juifs enregistrés au fichier-AJB que nous avançons se situe au-dessus de ce qu'on peut lire chez L. Saerens (« De Jodenvervolging in België in cijfers », dans *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n°17, 2006, pp. 199-235, ici pp. 206-209) tient à ce que nous avons pris en compte une partie supplémentaire de ce fichier conservée au Musée juif de Malines (MJDR, fichier AJB, 410cib). Sur le fichier de la Gestapo de Bruxelles : M. Steinberg, *La persécution des Juifs en Belgique (1940-1945)*, Bruxelles, 2004, p. 132.

¹³ Ce sont là quelque 16 % de tous les hommes, femmes et enfants enregistrés à ce fichier. Comme l'a montré la comparaison avec d'autres sources, les données qui s'y trouvent consignées sur l'immigration sont en tout état de cause incomplètes.

¹⁴ Cf. I. Meinen, *De Shoah...*, *op.cit.*, p. 206 *sqq.*, 284 *sqq.*, note 10.

Combien de réfugiés juifs vivaient-ils illégalement en Belgique ?

Notre recherche doit s'appuyer sur des documents officiels. On ne peut néanmoins admettre d'entrée de jeu que tous les Juifs qui ont fui en Belgique à partir de 1938 se sont fait connaître des autorités belges, même si les comités juifs d'assistance existant à l'époque en Belgique poussaient en ce sens¹⁵. Après tout, la Police des Étrangers découvrit alors des réfugiés qui ne s'étaient pas présentés aux autorités. Et les fonctionnaires qui la dirigeaient tenaient pour acquis que des milliers de réfugiés vivaient illégalement en Belgique, comme en témoignent les mémorandums rédigés à la fin des années trente¹⁶. Se pose dès lors la question de savoir dans quelle mesure vivaient en Belgique des réfugiés d'Allemagne qui n'ont jamais été enregistrés par les autorités de l'immigration. Du point de vue de la recherche concrète, il convient donc aussi de s'interroger sur la représentativité des dossiers individuels de la Police belge des Étrangers sur le chapitre de la fuite des Juifs d'Allemagne.

Si l'on compare nos résultats de l'examen du fichier AJB aux Archives de la Police belge des Étrangers, il s'avère que ce n'est que pour 100 sur un total de 2.600 réfugiés juifs d'Allemagne répertoriés à ce fichier et déportés que l'on n'a pu trouver jusqu'ici de dossier à la Police belge des Étrangers. Cette part équivaut à peu de choses près à 4 %. Considérant que, de manière générale, 1 à 2 % des dossiers individuels ne sont pas conservés, on sera en droit de conclure que la Sûreté belge a enregistré la très grande majorité des réfugiés ultérieurement déportés¹⁷. Cette constatation se trouve confirmée par le fait que pour

¹⁵ Notre examen des dossiers individuels de la Police belge des Étrangers a montré qu'une majorité des réfugiés se faisait d'abord connaître auprès des comités pour ne se présenter qu'ensuite à la Police des Étrangers. Comme il ressort encore de ces documents, la police belge, lors de ses contrôles de points de rencontre et de logements concernés par le mouvement, tombait encore de temps à autre sur des réfugiés qui ne s'étaient pas (encore) fait connaître. Sur les comités, voir les travaux de J.-Ph. Schreiber et F. Caestecker cités notes 2 et 64.

¹⁶ C'est ainsi que le nombre des Juifs allemands vivant illégalement en Belgique fut estimé, par exemple dans un document du 30.9.1938, donc antérieurement au pogrom de novembre (*Kristallnacht*), à 3.000 déjà : lettre de l'Administrateur de la Sûreté publique au Commissaire en chef, Bruxelles, 30.9.1938, AGR, dossiers généraux de la Police des Étrangers (2^e versement), dos. 756.

¹⁷ F. Caestecker – F. Strubbe – P.-A. Tallier (éds.), *Les dossiers individuels des étrangers produits par la Sûreté publique (Police des Étrangers) (1835-1943)*, Jalons de recherche n° 19, Archives générales du Royaume, Bruxelles, 2009, p. 7.

un groupe de quelque 1.000 réfugiés d'Allemagne déportés de Belgique que nous avons initialement identifiés non sur base des documents de la Police des Étrangers, mais dans une série d'autres fonds d'archives remontant à l'occupation et à l'après-guerre, des dossiers existent également sans exception aucune dans le fonds conservé de la Police des Étrangers¹⁸.

Une comparaison avec des sources de provenances allemande et autrichienne a mené à un résultat identique. Nous avons comparé les listes, disponibles en ligne, des victimes de la Shoah fournies par les Archives fédérales allemandes ("*Gedenkbuch*") et le *Dokumentationsarchiv Österreichischer Widerstand* aux fichiers de la population juive de Belgique datant de l'occupation allemande et aux listes de déportation des trains de la mort partis de Malines et de cette manière découvert 2.000 et 770 Juifs, respectivement originaires d'Allemagne et d'Autriche, enregistrés en Belgique en 1941-1942 et déportés à Auschwitz. Ce n'est que pour 2 % des réfugiés ainsi repérés qu'aucun dossier individuel n'a pu être trouvé à ce jour. Il ne fait dès lors aucun doute que presque tous les Juifs qui, à partir de 1938, ont fui l'Allemagne et l'Autriche à destination de la Belgique et en ont été déportés sous l'occupation allemande avaient habité légalement la Belgique et avaient été enregistrés par la Sûreté belge¹⁹.

Fuir : un sort collectif au miroir des dossiers de la police belge

Les indications conservées dans les dossiers de la Police des Étrangers à propos de l'histoire des réfugiés sont déséquilibrées et lacunaires. Elles fournissent néanmoins dans l'ensemble – sur base d'environ 3.000 dossiers examinés – un panorama de l'expulsion violente des Juifs

¹⁸ Parmi lesquels il faut citer surtout : fichier SD (Service des Victimes de la Guerre auprès du Service public fédéral Sécurité sociale (SVG), Bruxelles ; registre des Juifs (MJDR – copie) ; fichier et dossiers d'enquête du *Devisenschutzkommando* Belgique (CEGES, AA 585) ; reliques (MJDR) ; dossiers SDR/Statut (SVG).

¹⁹ Nous ne pouvons mettre à jour des déclarations que pour le groupe des déportés, les dossiers n'ayant été repérés que pour ce groupe. On ne peut exclure qu'une partie relativement importante des réfugiés ayant réussi à fuir le territoire sous contrôle allemand avant l'agression allemande n'ait peut-être jamais été enregistrée.

d'Allemagne vers la Belgique entre 1938 et 1944²⁰. Les dossiers répondent aux questions suivantes :

- De quels pays d'origine et localités de résidence provenaient les réfugiés arrivés en Belgique ? De quelle nationalité étaient-ils porteurs ?
- Quand et selon quel itinéraire a eu lieu la fuite d'Allemagne et l'entrée en Belgique ? Quelle destination les réfugiés indiquent-ils pour leur fuite ? Ont-ils entrepris des démarches pour émigrer vers des pays tiers ?
- Étaient-ils isolés ou avaient-ils de la famille ? Ont-ils fui seuls ou avec des membres de leur famille ? Ont-ils préparé l'immigration à leur suite de leur famille restée en Allemagne ou échappée vers d'autres pays ?
- Pourquoi avaient-ils choisi la Belgique comme pays d'exil ?
- Sont-ils entrés légalement ou illégalement en Belgique ? Avaient-ils avant même leur entrée sur le territoire tenté sans succès de fuir, vers la Belgique ou vers d'autres pays ? Quel statut la Police belge des Étrangers leur a-t-elle reconnu à leur arrivée et dans la suite ?
- De quel côté ont-ils obtenu de l'aide lors de leur fuite ou de l'obtention de leur statut (passeurs, organisations juives d'assistance, parents, avocats, hommes politiques belges et personnes privées) ?
- Dans quelle situation matérielle se trouvaient-ils et comment ont-ils assuré leur subsistance quotidienne et celle de leur famille ?

²⁰ Lors de l'examen historique de cette source, comme d'autres, il convient évidemment de considérer de manière critique le contexte dans lequel elle a été produite. À cette condition, les dossiers individuels établis par la Police des Étrangers sont de fait éloquentes et substantiels. C'est tout particulièrement vrai, comme on aura à le montrer dans ce qui suit, pour la récolte d'informations dépassant le sort des individus et ayant trait à des familles ou à des groupes de réfugiés. Nous tenons dans cette mesure pour erronée l'estimation de Frank Caestecker, qui considère que l'on ne peut guère trouver dans ces sources d'indications sur les motifs de la fuite des réfugiés et sur la vie qu'ils menaient avant leur arrivée en Belgique, que les relations sociales des réfugiés y restent dans l'ombre et qu'une recherche fondée sur les dossiers individuels court le risque de réduire la réalité sociale à des individus atomisés. Cf. F. Caestecker, « Arbeit mit Quellen zur Migration in europäischen Archiven und Museen », dans *Inventur Migration, Tagungsband einer vom Dokumentationszentrum und Museum über die Migration in Deutschland e. V. organisierten Konferenz*, Oberhausen, 22-23 juin 2009, pp. 78-88.

Plus d'un tiers des réfugiés est venu en Belgique en provenance d'Autriche. Parmi les localités d'origine figurent de loin à la première place Vienne (38 %) et Berlin (28 %), suivis de Cologne (7 %) et de Leipzig (4 %)²¹. Il faut souligner les déclarations des Juifs aux autorités belges quant à la persécution subie en territoire du *Reich*. Dans les dossiers, menaces et sanctions de divers ordres sont documentées, plus rarement aussi la perte des moyens économiques d'existence. Beaucoup ont fui après avoir été menacés d'arrestation. Après le pogrom de novembre 1938 (*Kristallnacht*), ils déclarent régulièrement avoir fui une arrestation imminente. Et il se trouve également des témoignages de ceux qui avaient été internés le 9-10 novembre en camp de concentration et ne furent libérés de Dachau, Sachsenhausen ou Buchenwald que plusieurs semaines ou mois après avec obligation de quitter sans délai le pays. Des centaines de personnes ont ainsi été expulsées d'Allemagne.

Expulsion et bannissement

« Veuillez recevoir par la présente la décision d'expulsion prise par Monsieur le Chef de l'Administration de la circonscription (*Regierungspräsident*) de Merseburg du 19 février de cette année portant votre bannissement du Reich. Sur base de cette décision, je vous enjoins de quitter le territoire du Reich au plus tard dans les dix jours qui suivent la réception de la présente ordonnance et de ne plus y mettre les pieds. Au cas où vous n'obtempéreriez pas à cette mise en demeure pour le 12 courant au plus tard, je me verrai dans l'obligation de faire procéder à votre transfert dans un camp de concentration, où vous auriez à résider jusqu'à la mise en application définitive de la proscription du Reich, c'est-à-dire jusqu'à votre départ du territoire du Reich. »²²

²¹ Il faudra encore établir dans quelle mesure Cologne n'a été que la dernière étape sur le long itinéraire suivi par les Juifs d'Allemagne et d'Autriche lors de leur fuite.

²² AGR, Ministère de la Justice, Sûreté publique, Police des Étrangers, dossier individuel (ci-dessous : Police des Étrangers, dos. indiv.), A 324.233. Les données biographiques fournies ci-dessous concernant le sort de réfugiés juifs et de leurs familles se fondent sur les dossiers à chaque fois cités de la Police belge des Étrangers, ainsi que sur les sources suivantes : registre des Juifs ; fichier Beeckmans-AJB ; listes de déportation Malines-Auschwitz (copie du MJDR) ; <http://bundesarchiv.de/gedenkbuch> ; <http://www.doew.at> ; M. Bervoets-Tragholz, *La liste de Saint-Cyprien*, Bruxelles, 2006.

Cette lettre fut envoyée en date du 3 mars 1938 par le chef de la police (*Polizeipräsident*) de Halle-sur-Saale au pelletier juif Jacob GRAUBART. À l'intervention du *Hilfsverein der Juden in Deutschland*, Graubart, qui était né en Pologne, réussit à obtenir à deux reprises que soit postposé le délai imposé pour son départ, que le président du gouvernement compétent finit par fixer définitivement à fin mai 1938. Graubart avait entre-temps déménagé de Halle à Leipzig, où il résidait peut-être encore à l'automne 1938, pour autant qu'il n'ait pas été interné ou expulsé, point sur lequel les sources ne fournissent aucun renseignement. Ce qui est sûr, c'est qu'il réussit peu après le pogrom de novembre à s'enfuir en Belgique. Le 22 novembre 1938, il prononça dans une déposition à Bruxelles la phrase qui fournit son titre au présent essai. En Belgique, le réfugié fut en sûreté jusqu'à ce qu'il tombe aux mains de l'occupant allemand, qui le déporta à Auschwitz le 18 août 1942.

L'incitation méthodique des Juifs à quitter l'Allemagne que le régime nazi s'est donné pour but dans les années trente appartient à la préhistoire du génocide. Les moyens mis en œuvre allaient du harcèlement et des humiliations omniprésents à l'arrestation arbitraire et à l'atteinte physique aux personnes, qui devinrent monnaie courante en 1938 après l'annexion de l'Autriche et le pogrom de novembre, en passant par la privation des biens et des moyens économiques d'existence.

De plus, les autorités allemandes s'engagèrent la même année dans un processus de grande envergure de bannissements et d'expulsions illégales au-delà des frontières des pays voisins. Le fait sans doute le mieux connu est le coup de main par lequel la police allemande entama le 27 octobre 1938 sur tout le territoire du *Reich* l'expulsion et la déportation d'approximativement 17.000 Juifs principalement polonais et apatrides vers la Pologne, en vue de prévenir la dénaturalisation dont le gouvernement polonais menaçait les Juifs de nationalité polonaise vivant depuis longtemps en Allemagne. Une partie des victimes fut refoulée vers le *Reich* allemand et des milliers d'autres furent contraintes de patienter dans des conditions désastreuses à la frontière germano-polonaise, où des camps d'accueil et d'internement spéciaux furent mis sur pied à Zbąszyń et dans d'autres localités²³. L'attentat

²³ Sur l'expulsion vers la Pologne : H. G. Adler, *Der verwaltete Mensch. Studien zur Deportation der Juden aus Deutschland*, Tübingen, 1974, pp. 91-105 ; T. Maurer, « Abschiebung und Attentat. Die

commis à Paris sur la personne d'un employé de l'ambassade d'Allemagne par le réfugié allemand Herschel Grynszpan pour protester contre la déportation de sa famille servit à la direction nazie de prétexte à déclencher le pogrom de novembre.

Alors que ces faits sont suffisamment connus, c'est sans doute à peine si l'on sait que des centaines de Juifs que les autorités administratives et policières allemandes avaient expulsés vers la Pologne ou bannis du territoire du *Reich* prirent la fuite en direction de la Belgique. Comme l'attestent les dossiers établis par la Sûreté belge dans les années trente à propos des réfugiés en provenance d'Allemagne, ces expulsions commencèrent dès le début 1938 – avant même que le gouvernement polonais ne mette en place les conditions préalables à la dénaturalisation – même si la grande majorité des expulsés ne pénétra en Belgique qu'après le pogrom de novembre²⁴. Les *Regierungspräsidenten* ou les *Polizeipräsidenten* s'appuyaient dans leurs ordonnances sur une loi promulguée en 1934 touchant les expulsions du *Reich* ou sur l'ordonnance de la Police des Étrangers publiée le 22 août 1938²⁵. Les deux dispositifs juridiques étaient dirigés contre les étrangers et les apatrides, et c'est au dernier qu'on eut recours pour procéder à l'expulsion en masse des Juifs polonais mentionnée plus haut.

Bien des Juifs ne se retrouvèrent apatrides que sur base de la loi portant retrait de la naturalisation adoptée à Berlin en 1933, qui fut introduite pour procéder à la dénaturalisation des "Juifs de l'Est" (*Ost-*

Ausweisung der polnischen Juden und der Vorwand für die Kristallnacht », dans W. H. Pehle (éd.), *Der Judenpogrom 1938. Von der "Reichskristallnacht" zum Völkermord*, Francfort-sur-le-Main, 1988, pp. 52-73 ; S. Milton, « Menschen zwischen Grenzen : die Polenausweisung 1938 », dans J. H. Schoeps – A. Herzig – H. O. Horch (Éds.), *Menora Jahrbuch für deutsch-jüdische Geschichte 1990*, Munich, 1990, pp. 184-206 ; J. Tomaszewski, « Letters from Zbaszyn », dans *Yad Vashem Studies*, XIX, 1988, pp. 289-315. Une discussion critique des estimations chiffrées disponibles figure chez F. Golczewski, « Polen », dans W. Benz (éd.), *Dimension des Völkermords : die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Munich, 1996, pp. 411-497, ici p. 417, note 13.

²⁴ Des expulsions ordonnées plus tôt encore visaient des Juifs étrangers ou apatrides en conflit avec la justice nazie et qui avaient par exemple été condamnés pour infraction aux lois de Nuremberg.

²⁵ Dans les dossiers individuels de la Sûreté belge se trouvent des lettres à ce propos émanant des présidents des gouvernements de Düsseldorf et de Merseburg, ainsi que des chefs de la police de Vienne, Berlin, Breslau, Karlsruhe et Halle. Sur la loi portant expulsion du Reich du 23.3.1934, cf. J. Walk (éd.), *Das Sonderrecht für die Juden im NS-Staat*, 2^e éd., Heidelberg, 1996, p. 75 ; sur l'ordonnance de la Police des Étrangers et sur la loi portant retrait de la naturalisation du 14.7.1933, voir *ibid.*, p. 238 et pp. 36, 42.

juden). Parmi eux les marchands de linge de maison Simon FISCH et son épouse Scheindel NARZICSENFELD. Nés en Galicie (Autriche-Hongrie), tous deux résidaient depuis leur plus tendre enfance à Karlsruhe, où ils s'étaient mariés en 1906. En 1934, on les dépouilla de leur passeport allemand pour les déclarer apatrides d'origine polonaise. Après son expulsion d'Allemagne, ce couple de personnes âgées prit en juillet 1939 la fuite en direction de la Belgique. En novembre 1939, le chef de la police de Karlsruhe confirma, à leur demande, aux autorités belges « que du point de vue policier rien de défavorable n'est apparu à la charge de Simon Fisch, né le 14 juin 1875 à Tanobrzeg ». Suivait une explication lapidaire de ce qui avait, dans la perspective allemande, justifié l'expulsion de citoyens âgés et irréprochables : « En tant que Juif de l'Est, Fisch a été déchu de la citoyenneté qui le liait au Reich allemand. »²⁶ À leur entrée sur le territoire, les époux disposaient déjà d'un *affidavit*. Mais leurs espoirs d'immigration aux États-Unis se révélèrent vains, avant que leurs persécuteurs allemands ne les rattrapent en Belgique. Au début 1943, ils furent assignés à Malines au XVIII^e convoi en partance pour Auschwitz.

À côté du vaste groupe de Polonais, il se trouvait également dans une moindre mesure parmi les réfugiés expulsés d'Allemagne et admis en Belgique des Tchécoslovaques, des Roumains, des Russes et des Hongrois. Plus du quart des expulsés possédait l'ancienne nationalité autrichienne ou allemande. Ils furent proscrits du pays par la Gestapo, souvent de manière purement verbale et sans aucune base juridique. C'est également dans ce contexte que se place l'expulsion massive d'hommes juifs internés à la suite du pogrom des 9-10 novembre 1938 aux camps de concentration de Buchenwald, Sachsenhausen ou Dachau et qui ne furent libérés qu'après s'être engagés à émigrer immédiatement²⁷.

Beaucoup d'épouses qui suivaient avec quelque retard leur mari expulsé vers l'étranger déclarèrent officiellement en Belgique avoir

²⁶ Lettre du 13.11.1939, AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 365.345. Voir aussi à présent les entrées Simon et Scheindel Ciwie Fisch dans *Gedenkbuch für die Karlsruher Juden*, <http://myinformedia.de>.

²⁷ On avait déjà utilisé cette méthode après les premières grandes rafles de Juifs au printemps 1938. Cf. B. Barkow – R. Gross – M. Lenarz (éds.), *Novemberpogrom 1938. Die Augenzeugenberichte der Wiener Library*, Londres – Francfort-sur-le-Main, 2008, pp. 43-91, particulièrement pp. 73, 83.

subi après la fuite de leur mari des pressions de la Gestapo jusqu'à ce qu'elles aient également souscrit un engagement à émigrer.

Les expulsions notifiées par écrit par les chefs de la police touchaient des hommes et des femmes, ainsi que des familles entières :

- « En application [...] de l'ordonnance de la Police des Étrangers du 22.8.1938, je vous interdis par la présente de séjourner sur l'ensemble du territoire du Reich, avec effet à partir du 31 mai 1939. La même interdiction vaut pour tous les membres de votre famille » (lettre du chef de la police de Breslau de janvier 1939 à Szlama Pechwasser, déporté de Malines en janvier 1944 par le XXIII^e convoi avec sa femme et ses deux fils)²⁸ ;
- « ... vous est fixé ainsi qu'à votre famille, pour quitter le territoire du Reich, un ultime délai définitif au 31 décembre 1939 » (lettre du directeur de la police de Giessen de mai 1939 à Jankel Feldan, déporté de Malines en octobre 1942 par le XVI^e convoi)²⁹.

L'expulsion en masse des Polonais en octobre 1938 frappa dans de nombreuses villes exclusivement des hommes, dans d'autres également des femmes et des enfants. En janvier 1939, Himmler, *Reichsführer-SS* et chef de la Police allemande, ordonna d'interdire le séjour en territoire du *Reich* aux femmes et aux enfants qui y étaient restés³⁰. Plus d'une famille fut déchirée par l'expulsion. Moses GROSSKOP, un tailleur du Brandebourg qui était venu au monde à Opatów en Pologne et était depuis le printemps 1938 en possession d'un passeport allemand pour étranger, fut expulsé en octobre 1938 vers la Pologne avec sa femme et ses filles, toutes deux nées au Brandebourg dans les années vingt. En novembre, il parvint seul en Belgique, où il obtint en tant qu'apatride un statut de résidence relativement favorable. Au printemps 1940, son avocat belge exposait à la Sûreté la situation désespérée de la famille : « La séparation des membres de cette famille fut tragique. Les parents et les fillettes fixés à Brandenburg furent brusquement l'objet en octobre 1938 des premières mesures raciques [*sic*] hitlériennes et chassés à la frontière polonaise au-delà du cordon doua-

²⁸ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 345.126.

²⁹ *Ibid.*, A 382.662.

³⁰ T. Maurer, *Abschiebung...*, p. 68.

nier allemand, tandis que le Gouvernement de la République polonaise faisait interdire l'entrée de son territoire. On dut s'égailler pour sortir de ce no man's land. Le père [...] vint se faire inscrire en Belgique en novembre 1938 et depuis recherche les siens. La mère est malheureusement introuvable et considérée comme disparue. Les fillettes ont récemment écrit du camp d'Otwolsk (près de Varsovie) se plaignant d'avoir faim et froid et suppliant leur père de les reprendre près de lui. »³¹

Même si la Sûreté n'accorda pas d'autorisation d'entrée sur le territoire aux filles, elles purent néanmoins fuir vers la Belgique où, contrairement à leur père, elles devaient échapper à la déportation.

Relativement peu de demandes de visa seulement eurent une issue positive et permirent aux Juifs expulsés d'Allemagne d'immigrer légalement. Ce fut le cas de quelques enfants qui, début 1939, furent admis dans le cadre du contingent d'enfants autorisé par le gouvernement belge³². Parmi eux Siegfried GRYNSZPAN, qui depuis sa naissance en 1925 avait habité avec ses parents Gelsenkirchen dans la Ruhr³³. Son père, originaire de Pologne, et sa mère, née à Mayence en Allemagne, furent expulsés vers la Pologne le 28 octobre 1938. Ils se trouvaient au camp de Zbąszyń lorsque leur fils, alors âgé de 13 ans, fut enregistré par la Police belge des Étrangers. Comme beaucoup d'autres enfants accueillis par l'État belge, il trouva refuge chez des parents, en l'occurrence un oncle et une tante immigrés de Pologne dans les années vingt et installés à Anvers. Siegfried Grynszpan passa en Belgique trois années de sa courte existence. À l'âge de 16 ans, il fut victime de la déportation à Auschwitz.

Typique de l'expulsion des Polonais et en même temps des efforts que des Juifs résidant en Belgique entreprirent pour mettre en sécurité leurs parents poursuivis en Allemagne est par ailleurs le sort de réfugiés très âgés. C'est bien dans leur cas que l'espoir de voir octroyer un visa était le plus grand.

Hinda BRODER, une veuve de 77 ans, née en Galicie austro-hongroise, avait été arrêtée par la police allemande et expulsée vers la

³¹ Lettre de l'avoué Max Rose du 8.3.1940, AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 326.152.

³² S. Collignon, « Les homes Bernheim et Speyer (1938-1940). Témoignages d'enfants réfugiés d'Allemagne et d'Autriche », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 6, 2005, pp. 21-67.

³³ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 338.159.

Pologne. Son fils, qui résidait à Anvers, demanda pour sa mère à la mi-décembre 1938 une autorisation d'entrer sur le territoire : « Malgré son grand âge, les autorités allemandes l'expulsèrent en même temps que les milliers d'autres juifs polonais qui firent partie de la terrible razzia de novembre [comprendre : octobre]. À Zbąszyń, elle avait été recueillie dans un sanatorium, mais elle vient d'être obligée de quitter cet établissement pour faire place à des personnes plus âgées ! »³⁴

Bien que le fils se fût engagé à pourvoir à l'entretien de sa mère, la Sûreté refusa d'abord de lui accorder un visa, d'autant que lui-même n'habitait en Belgique que depuis 1929 et, tout comme Hinda Broder, possédait la nationalité polonaise. Pourtant, avec l'appui de l'avocat et conseiller communal Léon Kubowitzki, à l'initiative duquel avait été fondé à Anvers le Comité de Défense des Droits des Juifs, on parvint à faire changer d'avis les autorités belges³⁵. L'ambassade de Belgique à Varsovie apposa un visa dans le passeport polonais de Hinda Broder et, en avril 1939, elle put fuir en Belgique pour y retrouver son fils. C'est là que, rattrapée par les envahisseurs allemands, la veuve fut, en dépit de son âge avancé, d'abord expulsée d'Anvers vers le Limbourg. En 1942, la *Sicherheitspolizei* déporta Hinda Broder par le XIV^e convoi de Malines à Auschwitz, où elle trouva la mort.

Le statut de la masse des réfugiés qui avaient pris illégalement le chemin de la Belgique dépendait en ordre principal de leur nationalité. La situation des Juifs polonais était particulièrement difficile. Leur situation n'a pour ainsi dire pas été prise en considération dans la littérature, d'autant plus que l'on présuppose erronément que les réfugiés juifs disposaient pour la plupart de passeports allemands³⁶. En réalité – notre examen de plusieurs milliers de dossiers de la Police des Étrangers l'a établi – il se trouvait parmi les réfugiés d'Allemagne plus de 30 % d'(ex-)ressortissants polonais et moins de 50 % de Juifs alle-

³⁴ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 330.539. Pour un cas comparable, voir le dossier A 331.334.

³⁵ Voir J.-Ph. Schreiber, « L'accueil des réfugiés... », *op. cit.*, p. 62.

³⁶ F. Caestecker, « Onverbidelijk, maar ook clement. Het Belgische immigratiebeleid en de joodse vlucht uit nazi-Duitsland, maart 1938 – augustus 1939 », dans *Les Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 13-14, 2004, pp. 99-139, ici p. 104 ; *Id.* – A. Morelli, « Het bewogen ontstaan van een vluchtelingenbeleid in België (1918-1940) », dans *Revue belge d'Histoire contemporaine*, XL, 2010, 3, pp. 383-413, ici p. 395.

mands³⁷. Ceux-ci étaient comparativement privilégiés, vu qu'ils étaient en général provisoirement admis dans le pays, pour autant qu'ils aient réussi à pénétrer illégalement bien avant dans celui-ci. C'était vrai en tout cas pour la période qui nous intéresse ici, depuis la fin octobre 1938.

Dans le cas des Polonais, la Police belge des Étrangers fit par contre valoir régulièrement jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale le point de vue selon lequel les intéressés pouvaient partir pour la Pologne, quand bien même les autorités locales les avaient déjà refoulés vers l'Allemagne³⁸. En pratique, la situation était complexe. Beaucoup des Juifs qui vivaient depuis longtemps, souvent depuis des décennies, en Allemagne et qui en étaient expulsés détenaient un passeport polonais apparemment valide, mais qui ne donnait pourtant pas le droit d'entrer en Pologne, les autorités polonaises faisant dépendre depuis octobre 1938 la validité des passeports établis par leurs représentations à l'étranger – en Allemagne – d'une autorisation du gouvernement de Varsovie à solliciter au coup par coup et qui était, dans le cas des Juifs en provenance d'Allemagne nazie, fréquemment refusée – le refus équivalait à la dénaturalisation des demandeurs, dont la menace pesait côté polonais depuis le printemps 1938.

Pour obtenir un titre de séjour provisoire en Belgique, les (ex-) ressortissants polonais devaient établir, selon le cas, qu'ils avaient été dénaturalisés ou que le processus était en cours pour cause de demande d'un passeport d'entrée. Autrement, ils étaient menacés d'internement ou d'expulsion³⁹. Les intéressés se voyaient contraints de faire intervenir le comité juif d'assistance ou des avocats belges. Dans certains cas au moins, l'Union des Juifs polonais à Anvers apporta son aide. Dans

³⁷ Un aperçu du Foyer israélite de Bruxelles datant de l'époque montre la même distribution des nationalités à propos d'un groupe de plus de 7.000 Juifs étrangers. Cf. A. Meyer – I. Meinen, « La Belgique, pays de transit. Juifs fugitifs en Europe occidentale au temps des déportations de 1942 », dans *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 20, 2008, pp. 145-194, p. 190, note 113. Que les citoyens allemands étaient sous-représentés parmi les réfugiés juifs n'est pas vrai seulement pour la période à partir de 1938 que nous étudions, mais dès le début des années trente. Jean-Philippe Schreiber a attiré l'attention sur le fait qu'en 1934 déjà moins de 50 % des réfugiés assistés par le comité juif d'assistance de Bruxelles (CAAVA) possédaient la nationalité allemande. Cf. J.-Ph. Schreiber, « L'accueil des réfugiés... », *op. cit.*, p. 33.

³⁸ Le formulaire à cet effet nous est parvenu entre autres dans AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 326.116.

³⁹ Exemple : AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 340.290.

la mesure où le consulat de Pologne à Anvers attestait que la validité de la citoyenneté était en cours de vérification à Varsovie, cela pouvait certes s'avérer utile. Il fallait pourtant sans cesse entreprendre de nouvelles démarches, le délai de sortie du pays fixé par la Sûreté belge n'étant jamais prolongé que de peu de temps. De plus, les autorités bruxelloises recouraient de leur propre aveu au moyen dissuasif consistant à arrêter et interner les réfugiés polonais, dont la procédure de dénaturalisation s'étirait souvent sur des mois, « en vue de leur rendre le séjour "peu confortable" »⁴⁰.

Qu'un nombre considérable des Juifs de nationalité polonaise expulsés d'Allemagne ait trouvé le moyen de se sauver en Belgique est attesté de manière frappante par le fait que le comité juif anversois pour les réfugiés fit spécialement imprimer des formulaires *ad hoc* en vue de défendre les droits de ce groupe de personnes face à la Police belge des Étrangers : « Ayant habité l'Allemagne depuis..., j'ai été expulsé(e) (avec ma femme/famille) de ce pays comme étranger... Les autorités polonaises ont refusé mon (notre) entrée en Pologne prétendant que je suis (nous sommes) devenu(e/s) apatride(s). Pour échapper aux persécutions par la Gestapo, j'ai dû m'enfuir (avec ma femme/famille) et je me suis (nous nous sommes) réfugié(e/s) en Belgique. J'ai fait les démarches nécessaires pour obtenir le droit d'entrer en Pologne, où j'espère pouvoir attendre (avec ma femme/famille) mon (notre) émigration vers... Si les autorités polonaises refusaient cette permission, je voudrais (nous voudrions) attendre dans le pays mon (notre) émigration définitive. »⁴¹

Au vu du nombre de personnes concernées, le comité anversois pour les réfugiés intervint couramment dans des cas individuels et proposa de plus à la Sûreté au printemps 1939 des listes longues chaque fois d'une vingtaine de noms, en vue d'obtenir la remise des délais d'émigration pour des Juifs polonais non encore dénaturalisés⁴².

Pour ce qui est de la perspective des réfugiés mêmes et des stratégies qu'ils développèrent, il y en eut quelques-uns pour déposer plainte contre leur dénaturalisation⁴³. D'autres Juifs expulsés d'Allemagne

⁴⁰ Ministère de la Justice, Cabinet, Note du 3.7.1939, AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 342.135.

⁴¹ Transmis entre autres dans AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 325.988.

⁴² *Ibid.*, A 342.818 ; A 343.649.

⁴³ *Ibid.*, A 345.406.

tentèrent d'échapper au statut exécrationnel imposé aux ressortissants polonais. Ainsi plus d'un marqua son opposition à ce que les autorités belges le déclarent polonais faute de pouvoir établir qu'il était apatride⁴⁴. Un couple de Leipzig réussit à être considéré comme « apatride antérieurement d'origine allemande », le mari, né en Galicie, ayant présenté à la police belge non son passeport polonais, mais un passeport autrichien dont la validité avait expiré depuis 1917. Ce n'est qu'après l'arrivée de l'occupant allemand que le mari et la femme montrèrent aux autorités anversoises leurs papiers polonais, établis à Leipzig dans les années trente, et firent modifier leur nationalité⁴⁵.

Pour quelles raisons avez-vous choisi la Belgique ?⁴⁶

Quand les autorités belges leur demandèrent, au moment où ils se présentèrent à elles, pourquoi c'était précisément en Belgique qu'ils étaient venus, les réfugiés firent constamment référence aux enfants, père et mère et autres parents séjournant déjà en Belgique. Dans d'autres cas, la proximité géographique avec l'Allemagne joua un rôle, ou les liaisons maritimes au départ des ports belges. De nombreux réfugiés espéraient pouvoir parvenir en Angleterre ou outre-mer à partir d'Ostende ou d'Anvers, et nombre d'entre eux s'étaient sans doute rendus également dans ce but en Belgique. En tout cas, c'est ce qu'ils expliquèrent à la police belge, quand ils ne firent pas état de documents prouvant leurs efforts en vue d'obtenir un permis de séjour en Grande-Bretagne, aux États-Unis, dans un pays sud-américain ou en Palestine. On ne perdra pas de vue que non seulement l'administration belge, mais aussi beaucoup de réfugiés eux-mêmes tenaient leur séjour en Belgique pour provisoire, jusqu'à ce que le début de la Seconde Guerre mondiale ou, au plus tard, l'invasion des troupes allemandes en mai 1940 réduise définitivement à néant leurs espoirs d'émigrer. À partir de 1938 en tout cas, il n'existait dans la majorité des cas pas de motifs positifs d'un choix spécifique de la Belgique, mais l'élément décisif était de sortir aussi vite que possible d'Allemagne :

⁴⁴ *Ibid.*, A 335.855.

⁴⁵ *Ibid.*, A 332.310.

⁴⁶ Cette question figure dans un questionnaire intitulé *Questions à poser aux étrangers qui se déclarent réfugiés politiques*, que la Police belge des Étrangers soumettait à beaucoup de réfugiés juifs, mais pas à tous.

- « Peu importe le pays, pourvu qu'on quitte l'*Allemagne* ! » (David JAKOBOWITSCH, 17 ans, a fui Cologne pour Bruxelles en mai 1939, déporté en juillet 1944 par le XXVI^e convoi)⁴⁷ ;
- « *Ik heb de eerste de beste plaats genomen* » (Chil PILICER, 37 ans, a fui Leipzig pour Anvers en décembre 1938, déporté en mai 1944 par le XXV^e convoi)⁴⁸.

Bon nombre de réfugiés ont déclaré que franchir la frontière belge avait tout simplement été pour eux la seule issue :

- « *Omdat ik nergens anders binnenkom* » (Jente Tine SEIDEN, 52 ans, a fui Baden près de Vienne pour Anvers en janvier 1939, déportée en octobre 1942 par le XV^e convoi)⁴⁹ ;
- « Parce qu'on ne pouvait pas aller dans d'autres pays. » (Chaskel GOLDSTEIN, 38 ans, a fui Berlin pour Anvers le 19 novembre 1938, déporté en juillet 1944 par le XXVI^e convoi)⁵⁰ ;
- « *Was de eenige mogelijkheid om Duitsland te verlaten* » (Kraïla KUSZYNSKA, 40 ans, a fui Berlin pour Anvers en septembre 1939, déportée en septembre 1943 par le convoi XXIIA)⁵¹.

Ces déclarations faisaient écho au fait que la frontière belge pouvait effectivement être franchie illégalement (bien que des refoulements aient eu lieu couramment dans la zone frontalière) et que, fin octobre 1938, la Belgique ait été le seul pays d'Europe occidentale à renoncer à refouler les réfugiés entrés illégalement sur le territoire et qui y avaient pénétré en profondeur, pour autant que ceux-ci venaient directement d'Allemagne et ne possédaient pas la nationalité polonaise⁵².

Ce qui n'aura pas manqué d'alarmer la police belge, ce sont ces réponses dont il ressortait que, parmi ceux qui cherchaient à quitter l'Allemagne, la Belgique avait la cote :

⁴⁷ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 348.021 (souligné dans l'original).

⁴⁸ *Ibid.*, A 335.855.

⁴⁹ *Ibid.*, A 340.335.

⁵⁰ *Ibid.*, A 327.980.

⁵¹ *Ibid.*, A 371.137.

⁵² Cf. F. Caestecker, *Ongewenste gasten...*, *op. cit.*, p. 240 *sqq.* ; *Id.* – B. Moore, « A Comparative Analysis of Immigration Policies of Liberal States in Western Europe and the Flight from Nazi Germany », dans *Eid.* (éds.), *Refugees from Nazi Germany and the Liberal European States*, New-York-Oxford, 2010, pp. 193-311, ici pp. 288-293.

- « *Omdat ik het meest over België hoorde spreken* » (Chaim EISIKOVICZ, 39 ans, a fui Berlin pour Anvers en décembre 1938, déporté en janvier 1943 par le XIX^e convoi)⁵³ ;
- « J'ai entendu dire que la Belgique accordait son hospitalité aux émigrants » (Jenny RATH, a fui Leipzig pour Bruxelles en juillet 1939, déportée en septembre 1942 par le XI^e convoi)⁵⁴ ;
- « *Omdat men hier de vluchtelingen opneemt* » (Samuel GOSTINSKI, 58 ans, a fui Munich pour Anvers, déporté en octobre 1942 par le XVII^e convoi)⁵⁵ ;
- « *Omdat men hier goed is voor de vluchtelingen* » (Kurt MANDEL, 26 ans, a fui Vienne pour Anvers en décembre 1938, déporté en août 1942 par le V^e convoi)⁵⁶ ;
- « *Omdat men in België asielrecht verleent* » (Bernard BORNSTEIN, 36 ans, a fui Hambourg pour Anvers en avril 1939, déporté par le XX^e convoi en avril 1943)⁵⁷.

Les autorités belges du temps ne doivent certainement pas non plus avoir apprécié de manière absolument positive des formulations où il nous semble aujourd'hui percevoir une louange quasi implorante de la Belgique en tant qu'État de droit par les Juifs persécutés et expulsés d'Allemagne :

- « Parce que les Belges sont un peuple humain » (Selig Baruch LIEBERMAN, 51 ans, a fui Vienne pour Bruxelles en mai 1939, déporté en octobre 1942 par le XIV^e convoi)⁵⁸ ;
- « Parce que le Royaume est un pays humain et libre » (Mendel SEIDE, 42 ans, a fui Elberfeld pour Bruxelles en juin 1939, déporté en août 1942 par le IV^e convoi)⁵⁹ ;
- « Parce qu'en Belgique a cours un système légal dans lequel on ne fait pas de différence selon la confession religieuse » (Irmgard FENGER, 31 ans, a fui Berlin pour Bruxelles en mai 1939, déportée en avril 1943 par le XX^e convoi)⁶⁰ ;

⁵³ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 332.721.

⁵⁴ *Ibid.*, A 361.540.

⁵⁵ *Ibid.*, A 326.116.

⁵⁶ *Ibid.*, A 329.634.

⁵⁷ *Ibid.*, A 352.930.

⁵⁸ *Ibid.*, A 345.406.

⁵⁹ *Ibid.*, A 361.046.

⁶⁰ *Ibid.*, A 353.191.

- « Parce que la Belgique avait fait un geste d'humanité à l'égard de personnes juives persécutées » (Ernst WEINBERG, 30 ans, a fui Euskirchen pour Bruxelles en janvier 1939, déporté en avril 1944 par le XXIV^e convoi)⁶¹.

L'examen des documents personnels établis à l'époque par la Police des Étrangers fournit quelquefois aussi des détails instructifs en ce qui concerne la politique belge des réfugiés, par ailleurs fort bien étudiée. C'est ainsi qu'il en ressort que les représentations belges à l'étranger, qui reçurent très vite après l'annexion de l'Autriche à la mi-mars 1938 la consigne de préciser dans les demandes d'obtention de visa si, le cas échéant, le demandeur était juif, ont ajouté la mention de la confession avant de les faire suivre à leurs supérieurs à Bruxelles⁶². En mai 1938, de nouveaux formulaires furent introduits, exigeant la mention de la confession⁶³. Même si l'on peut à bon droit considérer en général que des visas n'ont plus guère dans la suite été octroyés qu'au compte-goutte à des réfugiés venant d'Allemagne, notre examen des dossiers individuels a montré que, dans les années 1938-1939 encore, 10 % des réfugiés arrivaient en Belgique avec un visa en ordre⁶⁴. Les dossiers de ces gens attestent entre autres que beaucoup n'obtinrent un visa que parce que les Juifs vivant en Belgique consentirent des efforts considérables pour arracher à l'Allemagne des membres de leur famille. Les initiatives de soutiens non juifs sont également relevées à plusieurs reprises.

Ce qui ne change rien au fait que la très grande majorité des réfugiés dut pénétrer illégalement sur le territoire. En outre, nombre de réfugiés ne disposèrent pendant un certain temps que de titres de séjour provisoires, les obligeant chaque fois à quitter le territoire endéans un délai déterminé. Il était fréquemment nécessaire de recourir à l'appui des comités juifs d'assistance, d'avocats ou d'autres intervenants privés pour obtenir la prolongation des délais d'émigration et quelques réfugiés "plongèrent" entre-temps dans la clandestinité pour échapper à une arrestation imminente.

⁶¹ *Ibid.*, A 337.054.

⁶² Cf. F. Caestecker – A. Morelli, « Het bewogen ontstaan... », *op. cit.*, p. 397, note 20.

⁶³ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 292.888, A 293.326, A 292.702.

⁶⁴ F. Caestecker, « Jewish Refugee Aid Organizations in Belgium and the Netherlands and the Flight from Nazi Germany, 1938-1940 », dans S. Heim – B. Meyer – F. R. Nicosia (éds.), *Wer bleibt opfert seine Jahre, vielleicht sein Leben. Deutsche Juden 1938-1941*, Göttingen, 2010, p. 170.

Les deux choses – l’immigration la plupart du temps illégale et les titres de séjour incertains – n’allaient pas pour les réfugiés sans grosses difficultés ni tensions psychiques considérables. On le voit par exemple au fait que beaucoup de Juifs demeurèrent en Allemagne après le rejet de leur demande de visa ou ne se risquèrent que bien plus tard, après avoir été expulsés ou internés par les autorités allemandes, à franchir illégalement la frontière. Et pour les réfugiés qui avaient réussi à pénétrer en Belgique, on ne pouvait prévoir si leur titre de séjour à court terme serait prolongé et de combien, d’autant que les documents de la Police des Étrangers à ce propos donnaient l’impression que l’on avait à émigrer définitivement avant même que le délai ne soit écoulé⁶⁵. Beaucoup n’obtinrent qu’après le début de la Seconde Guerre mondiale un statut relativement sûr et une carte d’identité belge pour étranger.

Situation matérielle

Les dossiers de la Police belge des Étrangers offrent entre autres quantité d’informations sur la situation matérielle – la plupart du temps pitoyable – des réfugiés et sur leurs tentatives de s’ouvrir en Belgique de nouvelles sources de revenus. Une bonne part d’entre eux fut entretenue à grand peine par les comités juifs d’assistance, qui mobilisèrent les fonds nécessaires auprès de personnes privées et d’organisations juives au plan local ou international et n’obtinrent de soutien de l’État belge qu’à partir de mai 1939⁶⁶. Dépouillés lors de leur départ d’Allemagne de la majeure partie de leurs biens, nombre de réfugiés disposaient encore à leur arrivée en Belgique de moyens propres, qui fondirent dans la suite. En réponse à une question portant sur leurs moyens d’existence, beaucoup indiquaient pouvoir compter sur des versements de parents outre-mer, en Grande-Bretagne, en Palestine, à Zurich, Stockholm, Paris, Amsterdam, en Pologne, Roumanie ou Yougoslavie, ou même de Vienne et de Berlin. Pareilles précisions peuvent dans bien des cas avoir été avancées pour des raisons tactiques. Souvent, elles correspondaient à la réalité, comme le montrent les attesta-

⁶⁵ Un écrivain ayant fui l’Autriche, Jean Améry, a décrit la crainte permanente qui en résultait dans son volume *Örtlichkeiten*, Stuttgart, 1980, p. 44.

⁶⁶ Note de la Sûreté publique de Bruxelles du 12.8.1939, AGR, Police des Étrangers, dossiers généraux, 2^e série, dos. 785. Cf. J.-Ph. Schreiber, « L’accueil des réfugiés... », *op. cit.* ; F. Caestecker, « *Jewish Refugee Aid Organizations...* », *op. cit.*

tions de paiement que les autorités belges réclamèrent à l'occasion et qui figurent dans les dossiers. Les déclarations en question ne reflètent pas seulement le déchirement des familles juives expulsées d'Allemagne, mais attestent également que des appuis privés du monde entier contribuèrent au financement de leur subsistance.

Ces besoins financiers résultaient de la stricte interdiction de travailler à laquelle étaient soumis presque tous les réfugiés en Belgique. Quelques-uns seulement obtinrent l'autorisation de se livrer à un travail rémunéré. Les conditions dans lesquelles les réfugiés s'efforçaient en conséquence d'assurer leur existence sont consignées dans les rapports de la police belge, qui poursuivait le travail au noir ou le colportage non autorisé des réfugiés⁶⁷. Peu après le début de l'occupation allemande, lorsque les Juifs qui avaient fui l'Allemagne et l'Autriche se retrouvèrent définitivement pris au piège en Belgique, les autorités belges permirent à beaucoup de réfugiés de bénéficier de l'aide de l'Assistance publique. Dans les années suivantes, la Police des Étrangers s'attacha à limiter le cercle des bénéficiaires d'aide et exigea de bon nombre de réfugiés (et pères de famille) qu'ils assument une occupation leur assurant des revenus. La plupart des réfugiés ont sans doute dû se mettre en quête de possibilités d'emploi de leur propre initiative, lorsque leur interdiction de travail finit par être levée. Néanmoins, assumer légalement un travail ne fut possible que pour de brefs délais, les occupants allemands excluant dès la mi-1941 de la vie active les Juifs résidant en Belgique. Il semble bien que n'aient plus guère subsisté alors comme sources de revenus que le travail d'appoint ou occasionnel, ainsi que le petit commerce illégal.

Études biographiques

Sara Rywka ZANGER est née en Autriche-Hongrie en 1896⁶⁸. À l'âge de 16 ans, elle émigre – apparemment en compagnie de ses parents – vers l'Allemagne. À 18 ans, elle convole devant un employé berlinois de l'état civil. Le mariage officiel eut manifestement lieu en

⁶⁷ Cf. aussi le témoignage de Simon Meisner, 21.2.1939, dans le deuxième volume, procuré par S. Heim (*Deutsches Reich 1938-August 1939*), de G. Aly – S. Heim – U. Herbert – H.-D. Kreikamp – H. Möller – D. Pohl – H. Weber (éds.), *Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden durch das national-sozialistische Deutschland 1933-1945*, Munich, 2009, pp. 686-688.

⁶⁸ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 353.072, A 336.330, A 340.315.

raison du commencement de la Première Guerre mondiale et légalisait une liaison dont était née la petite Golda, qui avait déjà fêté son premier anniversaire.

Lorsque Sara Zanger s'enfuit d'Allemagne à la mi-avril 1939, elle était veuve. Son mari était mort en septembre 1938. Elle retrouva en Belgique une série de parents qui avaient quitté Berlin auparavant. Son frère cadet avait émigré le premier à Anvers en 1937. Après le pogrom de novembre, le mari de sa fille Golda Zanger, qui était tailleur de métier, s'enfuit fin décembre 1938 également en direction du pays voisin. Suivirent, le mois d'après, sa belle-sœur, son neveu et la mère de Sara Zanger, presque 78 ans, qui partirent ensemble retrouver à Anvers son frère cadet. Finalement, sa fille Golda et son petit-fils de 3 ans James – c'est ainsi que ses parents avaient nommé l'enfant né à Berlin en 1936 – réussirent à passer illégalement la frontière belge quelques jours avant que Sara Zanger puisse elle-même immigrer.

Cette femme, alors âgée de 42 ans, dut quitter le *Reich* allemand, où elle avait vécu vingt-six ans, parce qu'expulsée en tant qu'étrangère – son lieu de naissance appartenant entre-temps à la Pologne. Elle en informa les autorités belges dans une requête qui correspondait au formulaire, évoqué plus haut, utilisé par le comité juif d'Anvers pour les Juifs expulsés d'Allemagne vers la Pologne. La police allemande avait manifestement cherché à la refouler vers la Pologne et les autorités polonaises lui avaient refusé d'immigrer. Elle ne possédait aucun document d'identité, mais avait demandé un passeport au consulat de Pologne à Anvers. En prévision d'un refus de la demande qu'elle lui adressait, elle demanda par précaution l'autorisation de rester en Belgique avant de pouvoir gagner les États-Unis.

Dans ces circonstances, la Police des Étrangers invita d'abord Sara Zanger à quitter la Belgique endéans les quatre semaines. Peu avant l'échéance du délai, elle produisit un certificat par lequel le consul de Pologne attestait l'enclenchement d'une procédure de contrôle en vue d'établir un passeport polonais et sollicita, au moyen d'un second formulaire *ad hoc* du comité d'Anvers, l'autorisation de demeurer en Belgique jusqu'à clôture de la procédure polonaise. Le délai d'émigration prolongé de six semaines qui s'ensuivit était presque écoulé lorsqu'elle fut assignée par la Police des Étrangers et contrainte à émigrer endéans les trois jours. À nouveau, de l'aide vint du comité d'assistance

d'Anvers, qui pour ce stade des démêlés avec les autorités de l'immigration tenait également à disposition un formulaire, au moyen duquel Sara Zanger demanda une nouvelle prolongation avec référence à la procédure polonaise en cours et fit valoir que, sans papiers, elle ne pourrait émigrer nulle part.

Sur ce apparut un rapport de police défavorable, un fonctionnaire belge spécialement chargé d'enquêter en ces matières ayant établi que Sara Zanger travaillait depuis la mi-mai 1939 comme cuisinière dans une famille voisine, sans posséder de permis de travail. Elle y gagnait 300 francs belges par mois. C'était là sa seule source de revenus. Même si le voisin put prouver qu'il avait sollicité un permis de travail pour sa cuisinière, celui-ci n'avait pas été accordé et il s'agissait bien dès lors de travail au noir. Après en avoir pris connaissance, la Sûreté envisagea de fixer à Sara Zanger un délai d'émigration de quinze jours et, en cas de non observance, de la faire incarcérer.

Le dossier fut heureusement classé du fait de la guerre, qui éclata au début septembre 1939. Les dossiers individuels conservés de la Police des Étrangers ne laissent aucun doute sur les conséquences contradictoires que le début de la guerre entraîna pour les Juifs expulsés d'Allemagne vers la Belgique. Pour beaucoup de réfugiés, il amena d'abord un répit dans la lutte épuisante pour les délais de séjour en Belgique, tandis qu'à l'inverse, pour ceux qui comptaient et pouvaient espérer émigrer vers un pays tiers, les perspectives de quitter le pays s'évanouissaient. Le statut de Sara Zanger s'améliora, d'autant plus qu'elle put entre-temps produire une attestation de dénaturalisation arrivée de Varsovie. Fin novembre 1939, elle obtint, en même temps que beaucoup d'autres réfugiés, une carte d'identité pour étranger lui conférant le droit à un séjour temporaire, aussi longtemps qu'elle ne pouvait quitter le pays (modèle B). De plus, le Ministère belge du Travail accordait à présent à son voisin une autorisation de l'engager limitée dans le temps. Nous ne savons néanmoins pas si Sara Zanger eut l'occasion de reprendre son travail antérieur ou, à défaut, comment elle gagna à cette époque de quoi vivre.

Après l'attaque de l'armée allemande, les autorités belges accordèrent à Sara Zanger le bénéfice de l'aide sociale officielle : 150 francs belges par mois. Mais les persécuteurs allemands parvenus en Belgique ne lui laissèrent aucun repos et la chassèrent d'emblée à nouveau de

son lieu d'habitation. Sur ordonnance du commandant militaire, elle fut en mars 1941 expulsée d'Anvers à Genk au Limbourg. Le mois d'après, elle put regagner Anvers. À la mi-juillet 1942, elle s'échappa pour s'installer à Schaerbeek, où sa fille vivait avec sa famille. Début 1943, elle fut déportée à Auschwitz. Comme l'indiquent les listes de déportés conservées, Sara Zanger se trouvait avec sa fille Golda, le mari de celle-ci et James, son petit-fils en bas âge, à bord du XVIII^e convoi. Quelques mois plus tard, les Allemands déportèrent par le XX^e convoi sa mère, qui venait d'avoir 82 ans. Seul le frère cadet de Sara Zanger, la femme non juive de celui-ci et son fils échappèrent à la déportation de Malines.

Le marchand de vêtements Izak Dawid SILBERBUCH et son épouse Fajgiel (Fanny) AMSTER étaient tous deux originaires de Neu Sandez (alors Autriche-Hongrie)⁶⁹. Les trois fils naquirent à Berlin, où leurs parents s'étaient mariés en 1917. Comme ces derniers devinrent après la Première Guerre mondiale ressortissants polonais, ils se firent établir en 1937 un passeport au consulat polonais à Berlin. En 1938, Silberbuch fut expulsé d'Allemagne avec ses fils. Ils comptent vraisemblablement parmi les victimes de la grande expulsion de Polonais d'octobre 1938. En tout cas, le père et ses enfants, dont les deux plus jeunes n'avaient que 15 et 16 ans, furent contraints de quitter Berlin pour la Pologne.

Dawid Silberbuch fit l'impossible pour sortir de ce pays. En décembre 1938, il sollicita à la représentation belge à Varsovie un visa temporaire qui, contrairement à beaucoup d'autres demandes, lui fut accordé sans problème, car il avait pu en tant que réfugié aisé indiquer comme justification son intention de retirer l'argent qu'il avait déposé dans une banque bruxelloise en vue d'émigrer en Amérique. Le 1^{er} février 1939, il se présenta à Anvers. Alors que la Sûreté procédait d'ordinaire en toute rigueur contre ceux qui ne quittaient pas le pays après échéance d'un visa temporaire, Silberbuch se vit accorder peu après un permis de séjour jusqu'à mi-avril 1939. Car entre-temps, il

⁶⁹ *Ibid.*, A 329.196 ; A 342.898 ; A 342.899. Cf. les données fournies par le DVD joint à Th. Rozenblum – B. Suchecky, *Une cité si ardente. Les Juifs de Liège sous l'Occupation, 1940-1944*, Bruxelles, 2009.

avait obtenu avec l'aide de Gisèle Blankstein, une avocate d'Anvers qui aida beaucoup de réfugiés, un visa de transit pour sa femme et ses trois enfants, qui eux se trouvaient encore en Allemagne et en Pologne. Toute la famille disposait d'une autorisation d'entrée au Siam et le père avait déjà réservé des places sur un bateau qui devait appareiller le 18 mars 1939 d'Anvers à destination de Bangkok.

Mais, pour un problème de papiers, les fils ne purent quitter à temps la Pologne. Leur mère attendit donc leur arrivée à Berlin, jusqu'à ce qu'elle reçoive elle-même des autorités allemandes, le 18 mars, l'ordre de quitter l'Allemagne dans les vingt-quatre heures – faute de quoi elle pouvait s'attendre à être incarcérée. Elle s'enfuit alors illégalement – son visa de transit étant entre-temps parvenu à échéance – pour retrouver son mari à Anvers.

L'émigration des fils de Pologne échoua faute d'un acte de naissance vainement sollicité de Berlin. Afin d'obtenir ce document pour l'un des ses frères cadets, l'aîné parvint finalement à regagner Berlin. Mais il fut arrêté par la police allemande et expulsé. À la mi-juillet 1939, il put retrouver ses parents à Anvers. Entre-temps, les époux Silberbuch tentèrent d'obtenir un visa, cette fois pour le Canada. Fin septembre 1939, ils passèrent l'examen d'agronomie requis à cet effet. En mars 1940, les deux plus jeunes fils réussirent finalement, de Pologne, à retrouver leurs parents. L'utilisation de faux papiers qu'ils avaient utilisés pour leur voyage entraîna leur condamnation à une peine de prison – mais pas d'expulsion – par les autorités belges.

Sous l'occupation allemande, la famille vécut d'abord à Anvers et à Borgerhout. L'évacuation forcée au Limbourg fut sans doute suivie d'un séjour à Schaerbeek (Bruxelles) avant que les Silberbuch ne se présentent aux autorités à Liège, où ils furent encore enregistrés au printemps 1942. Ni les parents ni leur deuxième fils Ewald, qui avait fait son chemin comme dessinateur publicitaire et pelletier, n'échappèrent à leurs persécuteurs. La mère, Fajgiel Amster, 51 ans, fut déportée par le XI^e convoi. Son mari, d'un an plus jeune, se trouvait dans le train de la mort suivant. Quatre mois plus tard, les Allemands avaient également mis la main sur Ewald Silberbuch et l'enregistraient pour le convoi XIX de janvier 1943. Aucun des déportés de cette famille ne revint d'Auschwitz.

Siegfried Eugen ROSENBAUM fut arrêté pendant le pogrom de novembre 1938 et transféré au camp de concentration de Buchenwald⁷⁰. Dans les six semaines qui suivirent, la Gestapo mit à mort, dans ce camp, plus de 220 Juifs. Rosenbaum survécut à sa détention du 10 au 27 novembre 1938 et fut expulsé du *Reich* allemand. Jusque-là, ce marchand de bestiaux célibataire avait vécu chez ses parents dans sa ville natale, Arnstadt, en Thuringe, où son père déjà était venu au monde. Il avait 26 ans lorsqu'il entra illégalement en Belgique début janvier 1939 et trouva un logement à Anvers. Le ressortissant allemand, qui déclara à la police belge vouloir poursuivre son voyage vers les USA, se vit accorder un délai d'émigration relativement généreux de trois mois. En fait, il disposait d'un *affidavit* pour les États-Unis. En septembre 1938, il s'était fait enregistrer au consulat américain à Berlin. Lorsque le comité d'Anvers demanda en mai 1939 à la Police des Étrangers une prolongation de délai pour Rosenbaum, on avait encore l'optimisme de supposer que le réfugié pourrait quitter la Belgique dans le courant de l'année, comme relevant du quota allemand. Il n'en fut rien.

En novembre 1939, Rosenbaum reçut une carte d'identité régulière pour étranger (modèle B). En conséquence de son mauvais état de santé, il ne dut pas, contrairement à d'autres réfugiés mâles célibataires, accepter d'être logé au camp de Merksplas pour être provisoirement admis en Belgique. Au lieu de quoi il vécut avec ses parents. Également expulsés du *Reich* allemand, ils parvinrent quelques semaines après leur fils à Anvers. Leo ROSENBAUM, lui aussi marchand de bétail de profession, avait déjà 60 ans⁷¹. Avec sa femme Hermine WEISS, de dix ans sa cadette, il avait tenté en vain à maintes reprises et à divers endroits de franchir illégalement la frontière et avait été refoulé au moins deux fois vers l'Allemagne par la police des frontières avant de parvenir à passer.

Lorsqu'en mai 1940 les chars allemands fondirent sur la Belgique, les autorités belges déportèrent Siegfried Rosenbaum vers le Midi de la France, où il fut interné au camp de Saint-Cyprien. Il réussit à revenir en Belgique. En 1941, il se fit enregistrer à la commune de Schaerbeek, où il s'installa bientôt dans un appartement qu'il partagea avec ses

⁷⁰ *Ibid.*, A 337.518.

⁷¹ *Ibid.*, A 336.138.

parents. À partir de mars 1942 au plus tard, la famille reçut l'aide de l'assistance publique : les parents et leur fils Siegfried, toujours malade, reçurent ensemble la somme hebdomadaire de 161 francs belges. Peu après, un fonctionnaire de la Sûreté nota dans les dossiers qu'il convenait d'examiner l'affaire et se demandait si un deuxième fils résidant en Belgique – celui-ci avait fui l'Allemagne avec sa famille en même temps que Siegfried – ne pouvait pas être mis à contribution pour l'entretien des Rosenbaum. En mai 1942, l'assistance publique suspendit son aide. Siegfried Rosenbaum se livrait à présent à un travail non autrement précisé, rémunéré 200 francs belges par semaine.

Il exerça cette activité jusqu'à ce qu'il se retrouve une fois de plus aux mains de ses compatriotes allemands. Le 22 juillet 1942, lorsque la *Sicherheitspolizei* et la *Feldgendarmarie* se mirent à interner méthodiquement les Juifs en vue de préparer les déportations à Auschwitz, Siegfried Rosenbaum fut arrêté et incarcéré au camp de concentration de Breendonk⁷². Au début septembre au plus tard, l'occupant le transféra au camp de Malines et l'en déporta par le VIII^e convoi pour Auschwitz. Il ne laissa pas non plus échapper ses parents. Leo Rosenbaum et Hermine Weiss suivirent leur fils six mois plus tard par le convoi XVIII. Le deuxième fils et sa famille survécurent à la guerre en Belgique⁷³.

Leo SPIELBERG était employé de banque à Vienne, où il vivait depuis sa naissance et se maria en 1929⁷⁴. Lorsque les troupes allemandes envahirent l'Autriche en mars 1938, il avait 43 ans. Il fut arrêté lors du pogrom de novembre. La Gestapo l'enferma durant cinq semaines au camp de concentration de Dachau. Ensuite sa femme et lui, qui possédaient tous deux la nationalité allemande, furent expulsés du *Reich*. Après un séjour temporaire à Cologne, ils franchirent en secret la frontière vers la Belgique, où la sœur de Spielberg et son mari s'étaient d'ores et déjà réfugiés. Le 1^{er} mai 1939, Leo Spielberg et sa femme louè-

⁷² Sur cette opération, voir M. Steinberg, *Les cent jours de la déportation des Juifs de Belgique (L'Étoile et le fusil, t. 2)*, Bruxelles, 1984, p. 196 ; L. Saelens, *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking (1880-1944)*, Tiel, 2000, pp. 590 *sqq.* ; I. Meinen, *De Shoah...*, *op. cit.*, pp. 223, 290 *sqq.*, notes 67-69.

⁷³ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 337.517. Le Mémorial allemand donne par erreur le fils pour déporté (<http://www.bundesarchiv.de/gedenkbuch>).

⁷⁴ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 353.143.

rent un logement à Ixelles (Bruxelles). Devant les autorités belges, ils déclarèrent recevoir l'aide du comité juif d'assistance et vouloir poursuivre leur route vers la Grande-Bretagne. Mi-novembre 1939, ils furent contraints d'emménager au camp pour familles de réfugiés de Marneffe.

Face à la *Wehrmacht* qui écrasait la Belgique, ils s'enfuirent de Marneffe en direction de la France⁷⁵. Ils parvinrent à la localité de Marbaix, dans le Nord. Rattrapés par les occupants allemands, ils se virent contraints de faire demi-tour et, en compagnie d'un groupe d'émigrants, regagnèrent Bruxelles, où ils vinrent habiter la commune de Saint-Josse. Ils assurèrent temporairement le quotidien avec l'aide de l'assistance publique et par des travaux de couture et de reprise qu'effectuait l'épouse. Mi-juillet 1942, Leo Spielberg déménagea seul à Charleroi, où il fut employé dans une cimenterie de Marchienne-au-Pont. L'ex-employé de banque espérait échapper de la sorte à la déportation dans les camps de travail du Nord de la France initiée par le pouvoir allemand, comme sa femme devait l'expliquer dans sa déposition à la police belge en 1945. Il fut néanmoins affecté un peu plus tard comme travailleur forcé aux chantiers du mur de l'Atlantique dans le Nord de la France. Une fois qu'il eut été interné, l'administration militaire le livra, lui et 1.500 autres Juifs, à la *Sicherheitspolizei* pour déportation. Fin octobre 1942, Leo Spielberg fut déporté par le XVI^e convoi transitant par Malines à destination d'Auschwitz. Sa femme resta en Belgique et survécut à l'occupation allemande.

La famille des cinq Figowitz, de Berlin, se composait du marchand de tissu Hermann FIGOWITZ, né à Łódź en 1896, de sa femme Eta

⁷⁵ Le directeur du camp de l'époque aurait signalé qu'il se serait lui-même, le 10 mai 1940, mis en route à pied vers la France avec les réfugiés placés à Marneffe. À Charleroi, le bombardement par l'aviation allemande en aurait tué plusieurs et conduit à la dissolution de ce groupe qui pouvait comprendre 500 personnes. Ceux qui avaient atteint la frontière française auraient été internés dans des camps par les autorités françaises (E. Debruyne, « Les arrestations de mai 1940 et leur suite », dans R. Van Doorslaer (Éd.), *La Belgique docile*, Bruxelles, 2007, pp. 177-263, ici p. 225). Nous ignorons si la fuite des époux Spielberg eut lieu dans le cadre d'un tel exode. Par contre, le dossier individuel établi par la Sûreté atteste que Leo Spielberg et sa femme parvinrent dans le Nord de la France et, avec au moins trois autres réfugiés de Marneffe et les familles de ces derniers, s'y firent établir par un maire local un laissez-passer pour rentrer à Bruxelles. D'après une liste contemporaine des autorités belges également conservée au dossier, et qui en tout état de cause ne doit pas être complète, 42 réfugiés au moins se trouvaient au camp de Marneffe le 10 mai 1940.

HOCH, originaire de Galicie, de six ans plus jeune que lui, ainsi que de leurs trois enfants, nés en Allemagne entre 1919 et 1927⁷⁶. Les parents avaient adopté en 1930 la nationalité prussienne⁷⁷. Dès 1933, le gouvernement national-socialiste promulgua une loi revenant sur la naturalisation des “Juifs de l’Est”, comme on l’a rappelé plus haut en détail. Sur cette base, le chef de la police de Berlin déclara apatrides en 1934 les cinq membres de la famille. Hermann Figowitz, le père, au moins, fut expulsé d’Allemagne. Nous ignorons à quelle date. Ce qui est clair, c’est que la famille prit la fuite après le pogrom de novembre pour échapper à l’arrestation.

C’est le fils aîné qui lança le mouvement. À l’âge de 18 ans, il prit, au tournant de 1938-1939, la route de Cologne, pour parvenir de là, illégalement, en territoire belge. Le 2 ou le 3 janvier 1939, il se retrouva à Anvers. En février, son père le suivit avec son plus jeune fils. Fin mars, Eta Hoch rejoignit sa famille à Anvers. Elle déclara à la police belge avoir été, depuis la fuite de son mari, poursuivie par la Gestapo et menacée d’arrestation. Elle quitta vraisemblablement Berlin avec sa fille majeure Anna, qui parvint à franchir la frontière le même jour que sa mère. Comme beaucoup d’autres réfugiés, les Figowitz obtinrent fin novembre leur admission provisoire et une carte d’identité pour étranger en règle (modèle B).

La famille n’entendait sans doute pas rester en Belgique, mais quitter l’Europe et émigrer aux États-Unis, où vivaient déjà la mère et la sœur d’Hermann Figowitz. Comme nombre d’autres réfugiés, Figowitz disposait déjà d’un *affidavit* à son entrée en Belgique. Fin mars 1940, les démarches étaient suffisamment avancées pour que la famille puisse envisager un visa américain. Même l’examen médical, qui pouvait s’avérer un obstacle au vu des strictes exigences américaines, étaient déjà surmonté⁷⁸. Ce qui manquait encore, c’était des papiers d’identité valides. Tandis que le père et le fils aîné disposaient d’un passeport allemand pour étrangers, la mère et la fille Anna ne disposaient d’aucun document d’identité à l’exception de leur certificat de dénaturalisation. La police de Cologne, expliquèrent Eta Hoch et sa fille à la

⁷⁶ AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 347.884, A 337.008, A 349.759.

⁷⁷ Jusqu’à la fameuse *Gleichschaltung* de 1934, les États d’Allemagne (Prusse, etc.) attribuaient des nationalités propres.

⁷⁸ C’est ainsi qu’une famille avec un enfant sourd-muet n’avait pour ainsi dire aucune perspective d’obtenir un visa. Voir AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 291.896.

police belge lorsqu'elles se présentèrent à elle, leur avait retiré leur passeport pour étranger, ce qui est effectivement documenté dans de multiples cas. L'organisation anversoise EZRA et le comité d'assistance de Bruxelles sollicitèrent donc les autorités belges pour qu'elles établissent des documents de voyage. S'ensuivit une partie de bras de fer, la Sûreté commençant par exiger une attestation que l'émigration était réellement imminente. Quelques semaines plus tard, l'énergique comité d'assistance réussit à faire prévaloir son point de vue. Le 6 mai, la Sûreté donna son feu vert à l'établissement de documents à la section compétente du Ministère des Affaires étrangères. Le 8 mai, ils étaient établis. Deux jours plus tard, les occupants allemands étaient là.

Lorsqu'Hermann Figowitz arriva d'Allemagne en Belgique en 1939, il disposait de 50 \$ américains. La famille reçut de l'aide via le comité juif d'assistance et sans doute aussi de la sœur de Figowitz en Ohio (USA). Après le début de l'occupation allemande, elle émargea à l'assistance publique. Le fils aîné, qui fut expulsé vers le Limbourg puis vécut à partir de l'été 1941 à Saint-Gilles (Bruxelles), gagna sa vie en fabriquant des pullovers et autres tricots, comme il le déclara à la police de Bruxelles. À partir de novembre 1941, la Police des Étrangers poussa à de multiples reprises le père de famille à renoncer à l'aide de la commune pour prendre un travail. Pourtant, il était depuis mai 1941 enregistré sans succès comme journalier au bureau de chômage d'Anvers. Au printemps 1942, il fut déporté dans le Nord de la France pour le travail obligatoire.

La *Sicherheitspolizei* déporta Eta Hoch à Auschwitz fin août 1942, peu après son cinquante-deuxième anniversaire. Elle se trouvait avec sa fille adulte Anna et Manfred, qui avait 15 ans, à bord du VI^e convoi. Suivirent, en octobre 1942, le fils aîné par le XIII^e convoi et Hermann Figowitz par le XVII^e. Le fils aîné fut le seul de la famille à survivre à la Shoah. Après avoir vécu un calvaire aux camps de Mechthal, Masselwitz, Klettendorf, Waldenburg et Gross-Rosen, il rentra en Belgique en juin 1945.

Conclusion

À partir de 1938, la politique national-socialiste d'expulsion et de refoulement fut mise en œuvre à vaste échelle. Il s'agissait de trois

étapes distinctes au calendrier de la persécution des Juifs par les Allemands : les expulsions individuelles d'Allemagne notifiées par écrit par les autorités de police entre le printemps 1938 et la mi-1939, l'expulsion de masse vers la Pologne en octobre 1938 et finalement les expulsions imposées verbalement par la Gestapo, qui devinrent la règle après le pogrom de novembre, et l'internement d'hommes juifs aux camps de Buchenwald, Dachau et Sachsenhausen. Les trois mesures en matière de persécution présentaient pourtant un noyau commun. Les Allemands firent plus, en s'en prenant de manière plus ou moins menaçante à leur existence, que de pousser les Juifs à émigrer. Ils mirent en œuvre le moyen consistant à les chasser du pays par voie administrative. Ce n'est dès lors pas un hasard si les trois processus sont désignés par le même terme dans les documents belges conservés : expulsion (expulsé).

Plusieurs centaines d'expulsés tentèrent de fuir en Belgique. En attestent des documents de diverses provenances. Les autorités policières le relevèrent également à l'époque. C'est ainsi qu'en mars 1939 la gendarmerie notait, après avoir interpellé plusieurs Juifs dans la région frontalière et les avoir refoulés vers l'Allemagne : « D'après les dires des prénommés, un grand nombre d'israélites séjournent encore à Cologne. Tous auraient reçu une ordonnance du *Polizeipräsidium* de Berlin fixant la durée de leur séjour en Allemagne. »⁷⁹

Nous avons jusqu'ici identifié plus de 550 réfugiés expulsés par les autorités et ayant réussi à pénétrer en Belgique. Ce nombre ne constitue certes qu'une fraction de l'ensemble des cas. Car les réfugiés, interrogés côté belge sur les détentions et voies de faits qu'ils avaient subies, mais pas spécifiquement sur les expulsions du *Reich* et les interdits de séjour, n'expliquèrent souvent pas qu'ils avaient été expulsés d'Allemagne, dans la mesure où ils ne pouvaient compter sur des avocats ou d'autres appuis.

Qu'il s'agisse indubitablement, dans le cas des fuites dont le mouvement est ici décrit, d'une forme de migration étatique imposée ne signifie nullement que les expulsés aient purement et simplement obtempéré aux dictats allemands en quittant l'Allemagne. Il saute plutôt aux yeux que bon nombre d'entre eux obtinrent à plusieurs

⁷⁹ Gendarmerie nationale, Brigade de Lommersweiler, rapport du 17.3.1939, AGR, Police des Étrangers, dos. indiv. A 330.161.

reprises la remise de leur délai d'émigration, tandis que d'autres ne tournèrent le dos à l'Allemagne qu'après avoir été incarcérés pour n'avoir pas émigré. D'autres encore, que la police allemande avait expulsés vers la Pologne, misèrent tout sur un retour en Allemagne ou un passage en Belgique. Quelques-uns purent, avec l'aide de parents en Belgique, obtenir un visa ; la plupart pénétrèrent illégalement dans le pays.

Les expulsions ne touchèrent pas exclusivement, mais dans une très large mesure, des Juifs polonais vivant depuis longtemps en Allemagne et dont le lien avec la Pologne se limitait souvent à ce que leur lieu de naissance – ou celui de leurs parents – en Galicie était devenu partie intégrante de la République de Pologne au lendemain de la Première Guerre mondiale. Il a longtemps échappé aux chercheurs qu'ils représentaient en outre quantitativement le deuxième groupe parmi les réfugiés d'Allemagne après les Allemands. Même si leur statut administratif s'avérait particulièrement incertain, un grand nombre d'entre eux trouva finalement un accueil en Belgique – ce qui eut été impensable sans l'aide de comités d'assistance et de conseils juifs.

Les dossiers individuels de la Police belge des Étrangers nous en informent. Ils nous montrent davantage encore. Indépendamment de toutes conclusions quantitatives, ils permettent par exemple de savoir dans quelles circonstances les fuites eurent lieu, comment des familles organisèrent leur fuite ou pourquoi les Juifs vinrent en Belgique. Ils recèlent maintes informations sur la situation matérielle concrète des réfugiés juifs admis en Belgique – après leur arrivée, mais aussi à l'époque de l'occupation allemande. Surtout, ils nous confrontent au sort individuel de ceux qui, des années durant, firent tout pour échapper à la persécution des Juifs par les nationaux-socialistes et affirmer leur droit à l'existence, avant d'être assassinés à Auschwitz.

Sara Rywka Zanger.
© AGR

Siegfried Eugen Rosenbaum.
© AGR

Izak David Silberbuch.
© AGR

Fajgiel Fanny Amster.
© AGR

Hermann Figowitz.
© AGR

Eta Hoch.
© AGR

Anna Figowitz.
© AGR

Leo Spielberg.
© AGR